

ÉDITO Par Dorian de Meeûs

Après les paroles, où sont les actes ?

Dans une tribune au *Monde*, le président français Emmanuel Macron, le Premier ministre canadien Justin Trudeau et cinq autres dirigeants s'engagent à fixer des feuilles de route pour promouvoir la liberté d'expression. *“La liberté d'opinion et d'expression, qui est constitutive de la démocratie, fait face aujourd'hui à de grands périls. Ce droit fondamental repose sur la possibilité d'accéder à des informations libres, plurielles et fiables. Or les médias, qui vérifient les faits et s'obligent à confronter les points de vue, se trouvent fragilisés par la transformation numérique”*, constatent-ils.

Pour lutter contre les fake news et assurer un avenir à la presse, *La Libre Belgique* a souvent souligné l'importance de légiférer au niveau européen pour faire reconnaître les droits voisins (droits intellectuels des éditeurs sur les créations écrites) et ainsi contrer l'effet “rouleau compresseur” des célèbres Gafa (Google, Amazon, Facebook, Apple...). Le Parlement européen avait entendu ce cri d'alarme et voté en ce sens. Pour autant, ce combat n'était pas totalement gagné. Le processus d'adoption des directives européennes est ainsi fait qu'un texte définitif doit être adopté par le Parlement et le Conseil des ministres. Dans cette nouvelle phase de discussions, le lobby des géants du net ne désarme pas et tente d'introduire des critères supplémentaires qui vident le projet initial de son contenu.

À ce stade, il serait incompréhensible que le gouvernement fédéral ne soutienne pas la législation sur les droits voisins telle que voulue par le Parlement de Strasbourg. C'est pourtant ce qu'affirment les associations d'éditeurs européens. Au-delà des discours, il s'agit d'une mesure concrète pour défendre la liberté d'opinion, le pluralisme et l'avenir d'une presse libre. En ce sens, la France d'Emmanuel Macron montre la voie à emprunter pour défendre concrètement une presse capable de lutter contre les *fake news*. Reste à voir si la Belgique de Charles Michel défendra cette même vision. Après les paroles, on attend les actes...